



Compte rendu de la rencontre du 6 juillet 2011 avec Mme PY, directrice départementale des finances publiques

Mme PY a pris ses fonctions le lundi 4 juillet 2011. Elle a souhaité rencontrer les organisations syndicales le mercredi 6 juillet dans une rencontre informelle qui a eu lieu à la direction, 36 rue des Régulaires à Quimper, de 14h30 à 18h.

La section du Finistère de la CGTFiP était représentée par Pascale GUYOMARD (filiale gestion publique) et Roger HERE (filiale fiscale).

Mme PY a tout d'abord tenu à rappeler qu'elle inscrivait son action dans la continuité de celle de M. MONNERIE, son prédécesseur.

Elle a indiqué qu'il convenait de parachever la fusion, que les statuts étaient d'ores et déjà fusionnés, qu'il fallait conforter la fusion et maintenir les résultats dans un contexte qui n'était pas facile. Elle allait faire le tour de l'ensemble des services dans un proche avenir, pour partie durant l'été, pour le reste à la rentrée.

A son invitation, les syndicats se sont exprimés, tour à tour : CFDT, puis CGT, puis FO et SNUI.

Les représentants de la CGT ont tout d'abord rappelé la situation de l'emploi dans le département, où la situation était en constante dégradation, en soulignant que l'administration avait finalement beaucoup de chance de disposer de personnels qualifiés, expérimentés et performants pour faire fonctionner le service public dans ces conditions dégradées, et que les résultats des services étaient à mettre à leur seul crédit. Leur investissement pour assurer la campagne IR était illustratif à cet égard. Par contre ils ne voyaient rien venir en retour, ne bénéficiant d'aucune reconnaissance financière correspondant à leur investissement.

La CGT a rappelé que la fusion n'avait pour autre objet que faciliter la réduction des effectifs, et qu'elle traduisait aux finances publiques une commande de long terme dans le cadre de la RGPP.

Au plan local, nous lui avons demandé si de nouvelles restructurations étaient envisagées par elle, et, le cas échéant, quels étaient ses projets à court et moyen terme.

Nous avons évoqué notre crainte d'abandons de missions dans les deux filières, et souligné la situation des trésoreries de proximité où le recouvrement ne constituait manifestement plus une priorité, tout comme les poursuites. Celles-ci avaient le sentiment d'être isolées et livrées à elles-mêmes, alors qu'un réel soutien de la part de la direction aurait été souhaité dans le domaine fiscal.

Nous avons évoqué également les problèmes immobiliers du département, et nous nous sommes interrogés sur l'utilité de souligner les problèmes posés dans le document unique, s'il n'y avait pas de réponses concrètes à apporter aux agents.

S'agissant de l'environnement de travail, et des moyens informatiques, nous avons fait état des difficultés récurrentes auxquelles les agents étaient aux prises pour exercer les missions. Nous avons souligné en particulier la situation des SIE confrontés au mauvais fonctionnement des applications informatiques (ADELIE notamment), de l'improvisation dans le transfert de la CFE (ex TP) des trésoreries vers les SIE, devant de surcroît subir des notes constantes, non commentées, des informations contradictoires, etc..., et en fait livrés à eux-mêmes pour assurer leurs missions.

Nous avons également signalé d'autres problèmes, tels le départ d'un médecin de prévention, ou encore la diminution du temps de nettoyage des locaux à Brest, dans le cadre de la sous-traitance à ONET, et fait part de la pétition CGT en cours à ce sujet.

Mme PY a tenu à avoir un discours rassurant vis à vis des organisations syndicales sur les restructurations éventuelles. Elle a indiqué qu'à son avis, en raison du contexte des élections de 2012, elle voyait difficilement des choses aboutir en 2012, et que compte tenu ensuite du délai nécessaire à la mise en place de restructurations éventuelles, rien ne se dessinerait vraisemblablement avant 2013.

En revanche, elle a précisé que cela n'interdisait pas des aménagements internes.

En ce qui concerne les trésoreries de proximité, elle a indiqué que son prédécesseur, M. MONNERIE, avait des idées bien avancées dans la région de Morlaix (Pleyber-Christ, Lanmeur, Plouigneau, NDLR), mais que pour sa part elle connaissait trop mal le département et qu'il fallait « attendre que les choses soient mûres en interne et en externe ».

Evidemment, elle a indiqué ne pas partager l'avis des OS sur le sens et l'objet de la fusion, qu'il n'y avait, selon elle, pas du tout de remise en cause des missions, et qu'au contraire même la fusion avait permis de les conforter.

Elle a indiqué que la fusion s'était faite par une harmonisation par le haut, favorable aux agents tant de la filière gestion publique que de la gestion fiscale. Elle a rappelé les plans de qualification (C en B et B en A) qui à son sens constituaient une reconnaissance des qualifications, ainsi que la prime de fusion.

En matière de contrôle fiscal elle a indiqué qu'elle allait prendre connaissance de ce qui existait.

Au total Mme PY a manifestement souhaité donner une impression d'attention à l'expression des représentants syndicaux ; elle a d'ailleurs conclu l'échange en indiquant que sa porte était ouverte en dehors des CTPD.